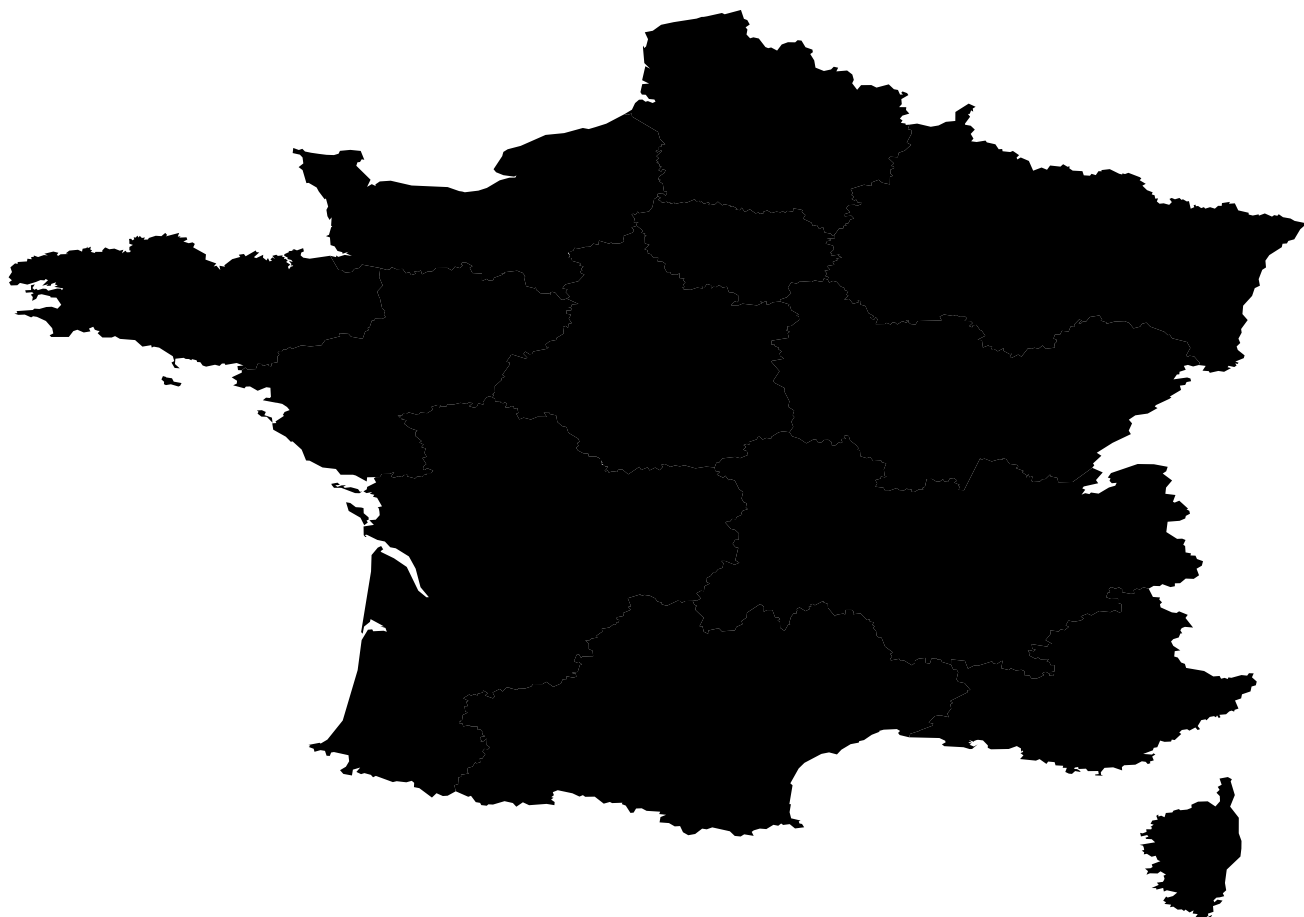


Cessons de nous agenouiller devant les racistes noirs fauteurs de haine



Stop aux mensonges du discours décolonial.

Alors que nos immigrés sont venus en France de leur plein gré, contrairement aux Noirs américains réduits en esclavage, la mouvance indigéniste et décoloniale a réussi l'exploit d'importer chez nous la fracture raciale qui hante l'Amérique depuis 400 ans.

Sous couvert d'antiracisme, cette mouvance tient un discours anti-Blancs de plus en plus violent, à 180° du discours égalitaire républicain. Il n'est plus question de « vivre-ensemble » mais de séparatisme entre communautés.

Dans un excellent article du Figaro, Alexandre Devecchio nous dévoile les dessous de cette nébuleuse militante, **qui « réinvente l'apartheid » en prétendant combattre le racisme.**

Les slogans entendus ces derniers jours ne laissent aucun doute sur l'objectif de cette mouvance radicalisée, qui est au combat antiraciste ce que l'islamisme est à l'islam.

« Mort aux Blancs », « Sibeth traître à sa race », « flic noir vendu » etc. Tout immigré parfaitement intégré est donc un traître à la cause indigéniste.

Quand la LDNA dénonce un État français **« totalitaire, terroriste, colonialiste, esclavagiste »**, on baigne dans l'outrance et le mensonge, mais comme le pouvoir se soumet systématiquement aux provocations des minorités, pourquoi se gêner ?

C'est le même collectif communautariste qui déclarait devant l'ambassade d'Afrique du Sud, en toute impunité :

« La xénophobie doit cesser. Si vous vous voulez faire preuve de xénophobie, d'accord, allez-y : tuez des Blancs, tuez des Chinois, tuez des Indiens, mais ne tuez pas vos frères, nous sommes tous noirs ! Nous avons la même couleur, nous avons le même sang ! » . Un modèle d'antiracisme et de « vivre-ensemble » !

Partout, on déboulonne les statues des personnages jugés esclavagistes. Colbert n'est qu'un « fils de pute » avec son Code noir. Victor Schoelcher a beau avoir mené le combat pour l'abolition de l'esclavage, ses statues sont mises à bas. Quant à Napoléon, c'est la figure historique à abattre pour avoir rétabli l'esclavage dans les colonies.

Aux États-Unis, c'est Christophe Colomb, figure de l'expansionnisme européen, qui fait les frais du combat identitaire. À Londres, c'est Churchill qui est taxé de racisme. À Bruxelles, c'est Léopold II qui est visé.

Du côté des autorités, c'est la surenchère dans la soumission. C'est un Trudeau qui s'agenouille, en espérant passer pour le pénitent exemplaire (Mathieu Bock-Côté).

C'est un Castaner qui se dit prêt à imiter les policiers américains agenouillés en guise de repentance. Comme si la soumission sans le moindre combat d'idées était la bonne solution. Comme si la capitulation était synonyme d'apaisement.

Pour la mouvance indigéniste, la France reste un État colonial et c'est ce discours qu'il faut diffuser auprès des minorités. Une idéologie dévastatrice pour la cohésion nationale.

170 ans après l'abolition de l'esclavage et 60 ans après l'indépendance, la mouvance décoloniale nous ressort de la naphtaline les grands péchés de l'homme blanc, passant sous silence la colonisation arabe, ainsi que l'esclavage pratiqué entre Noirs ou la traite arabo-islamique. Un seul coupable jusqu'à la fin des temps, l'homme blanc. Rien de bien nouveau.

La France étant par définition raciste et islamophobe, pas question de prôner le « vivre-ensemble », pas question de s'intégrer.

La République a beau ne faire aucune distinction entre les individus, quel que soit leur origine, leur religion ou leur sexe, les indigénistes imposent une « lutte des races » qui se répand dans les esprits et pulvérise tout espoir d'intégration républicaine.

Les enfants d'immigrés sont « victimes de la domination post-coloniale des Blancs », tel est le discours ambiant qui fait des ravages dans la jeunesse.

Dans les universités outre-Atlantique, mais aussi en Europe, l'idéologie décoloniale envahit les filières des sciences humaines. Et gare à celui qui contredit le discours victimaire

des indigénistes. Son avenir peut en pâtir sévèrement.

C'est donc une nouvelle dictature de la pensée qui s'est installée dans le monde occidental, gagnant non seulement les universités, mais les partis politiques et les syndicats. Les Blancs doivent expier tous leurs crimes.

Tout débat finit par s'ethniciser au nom de la repentance et du combat contre la « domination blanche ».

Cette fracture irréductible de la société est d'autant plus tragique qu'elle pouvait être évitée. Nous l'avons importée par une immigration massive malgré l'échec flagrant de l'intégration, bien visible depuis une vingtaine d'années.

La désintégration de la nation que visent les indigénistes, allant jusqu'à espérer la confrontation, n'a jamais été une fatalité.

Elle est le résultat de l'idéologie mondialiste et multiculturaliste, prônée par des illuminés qui n'ont pas compris que les cultures ne se mélangent pas.

Durant des décennies, ceux qui dénonçaient l'aveuglement des immigrationnistes, comme JMLP, ont été diabolisés au nom de l'antiracisme.

Mais aujourd'hui, ce sont les indigénistes qui racialisent le débat et refusent le « vivre-ensemble », en culpabilisant à la fois le Blanc, éternel coupable, mais aussi les immigrés intégrés.

Bien malin celui qui peut dire où en sera la France dans quelques années. Collomb nous annonce un face-à-face dans les cinq ans. Si l'immigration se poursuit au rythme actuel, l'affrontement est inévitable. La démographie est défavorable aux natifs.

Ce qui est certain, c'est que rien ne se réglera à coups de mea-culpa, si le pouvoir refuse de combattre avec courage ce

racisme anti-Blancs que diffusent les indigénistes.

Pour avoir nié le danger et menti sur les ratages de l'intégration, **la France est entrée dans « l'âge identitaire »**, comme le dit Alexandre Devecchio.

Plus question de politique de l'autruche, plus question de slogans aussi niais que mensongers sur les bienfaits de l'immigration de masse.

Fermer les frontières, supprimer le droit du sol et la double nationalité, sont les premières réponses à cette haine de la France que diffuse la mouvance décoloniale.

Car la République ne relèvera pas ce défi majeur avec quelques genuflexions et un discours d'auto-flagellation pour calmer les esprits.

Les solutions existent. Il ne manque que la volonté et le courage politique pour réaffirmer la suprématie de la loi républicaine face aux communautarismes, qu'ils soient ethniques ou religieux.

Il est grand temps de rétablir la vérité en rappelant qu'aucun pays au monde n'a autant légiféré contre le racisme que la France. Dénoncer un racisme d'État est donc une infamie.

Il est temps d'apprendre à nos jeunes immigrés que des députés noirs siégeaient au parlement bien avant l'abolition des lois ségrégationnistes en Amérique.



Hégésippe Jean Légitimus, (1868-1944) premier député noir de métropole, plus jeune député (élu à 30 ans) (1898 – 1902, 1906 – 1914), premier président noir du conseil général en 1899, maire de Pointe-à-Pitre en 1904 © Getty / Ullstein Bild

Entre 1945 et 1954, plus de 50 députés noirs issus d'Afrique ont siégé au Parlement. Senghor, Houphouët-Boigny, Sékou Touré, Tsiranana, pour ne citer que les plus emblématiques, tous devenus Président de leur pays indépendant.

Plusieurs Noirs ont fait partie du gouvernement bien avant que l'Afrique n'accède à l'indépendance et bien avant que l'Amérique n'abolisse ses lois ségrégationnistes.

<https://www.franceinter.fr/emissions/la-marche-de-l-histoire/la-marche-de-l-histoire-21-juin-2017>

La France n'a pas attendu le discours décolonial pour ouvrir les portes du pouvoir et du parlement à la diversité.

Par conséquent, cessons de nous agenouiller devant les mensonges du discours indigéniste et défendons la vérité face aux semeurs de haine.

Jacques Guillemain